
POINT 12.2.2 DE L'ORDRE DU JOUR :

**Après la ratification du protocole de Nagoya - Proposition pour la phase 2
du projet océanien ABS**

Objet du document

1. Demander l'approbation de l'élaboration d'une deuxième phase à l'actuel projet régional relatif à l'APA (Projet régional sur l'APA), financé par le PROE pour le FEM. Seconde phase financée par l'allocation 7 STAR du FEM des 14¹ pays des îles du Pacifique qui participent actuellement au projet régional APA.

Contexte

2. L'actuel projet régional de l'APA est mis en œuvre par ONU Environnement et exécuté par le PROE dans 14 PIP. La durée de la deuxième phase est proposée pour 2021-2024.
3. Les progrès suivants ont été accomplis dans la réalisation des objectifs actuels du projet :
 - Ratification du Protocole de Nagoya par les Palaos, Tuvalu et les îles Salomon, ce qui porte à huit le nombre total d'États insulaires du Pacifique étant parties au Protocole de Nagoya².
 - Élaboration d'une réglementation sur l'APA (première dans le Pacifique) pour Palau et formulation et révision des politiques en matière d'APA pour les Fidji, les îles Marshall, le Samoa, Kiribati, le Vanuatu et les îles Cook.
 - Élaboration de feuilles de route pour la mise en œuvre de l'APA pour les Palaos, les Fidji, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga, les îles Cook et le Vanuatu, par le biais d'ateliers de renforcement des capacités et de réunions individuelles organisées lors des visites dans les pays.
 - Préparation d'une instruction de rédaction générale sur la façon dont les pays peuvent élaborer des lois et des instructions spécifiques sur l'APA pour les Fidji, les îles Cook, Palaos et Tonga.
 - Partenariats établis avec des organisations et des initiatives telles que l'Initiative GIZ APA, le Fonds pour la Biodiversité au Japon, l'Organisation Internationale de Droit du Développement, le PNUD, l'UICN, l'UPS, la CPS, l'Université de NSW et les gouvernements dans le cadre de deux ateliers de formation régionaux spécialisés dans le renforcement des capacités dans des domaines spécifiques de mise en œuvre du Protocole de Nagoya.
4. Des formations au renforcement des capacités ont été organisées dans 11 pays³. Environ 350 membres du personnel gouvernemental, ONG et représentants de la communauté y ont pris part, plus de 55 % des participants étant des femmes. Le PROE a mené des évaluations sur les besoins actuels et futurs en matière de renforcement des capacités, ainsi que sur le soutien requis à la mise en commun d'informations, à l'établissement de rapports et au suivi des questions relatives à l'APA, notamment le Centre d'échange sur l'APA (APA-CH) Une partie du travail de renforcement des capacités vise également à consolider la collaboration régionale, telle que les échanges Sud-Sud,

¹ Cook Islands, FSM, Fiji, Marshall Islands, Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

² FSM, Fiji, Marshall Islands, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tuvalu, Vanuatu

³ Cook Islands, FSM, Fiji, Marshall Islands, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

les institutions universitaires et les organisations de recherche basées dans les PIP et travaillant avec les communautés autochtones et locales, en particulier celles impliquées dans le savoir traditionnel, l'innovation et les pratiques.

5. Conformément aux conclusions de la COP-MOP 3 qui s'est tenue en Égypte en 2018 et à la décision NP-3/8 approuvée par les Parties concernant le mécanisme de financement du Protocole de Nagoya, le PROE encourage les PIP à accorder la priorité à un autre projet d'accès et de partage des avantages à partir de la septième reconstitution des allocations nationales du FEM au titre du Système d'allocation transparente des ressources (*System for Transparent Allocation of Resources, STAR*) en tant que phase II du projet régional APA.
6. La phase II proposée du projet régional sur l'APA mettra en avant les activités identifiées par les consultations ainsi que l'évaluation des besoins en renforcement des capacités menées par l'équipe APA du PROE lors des visites de pays effectuées en 2018 et 2019. Diverses activités ont été identifiées dans le cadre de la mise en œuvre intégrale de l'APA à partir des périodes 2018-2020. Cependant, la nécessité d'acquérir des ressources financières et un plan de mobilisation de ressources financières doivent être adoptés le plus tôt possible. Un engagement précoce auprès du PROE afin de garantir l'allocation de fonds pour l'APA est l'une des stratégies visant à s'assurer que les activités liées au Protocole de Nagoya seront maintenues et préserveront l'élan créé dans le projet actuel FEM-6. Alors que le projet actuel est mis en œuvre avec succès, l'ampleur des efforts nécessaires pour résoudre les problèmes de l'APA dans la région bénéficierait de l'établissement d'une seconde phase.
7. Certains domaines identifiés pour la deuxième phase du projet sont :
 - Le renforcement des capacités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, y compris le secteur commercial et le milieu de la recherche, afin de négocier un partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.
 - L'élaboration (ou la révision) de mesures nationales visant à mettre en œuvre et à respecter les obligations du Protocole.
 - La création de fonds d'affectation spéciale (sur la base des avantages monétaires découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des savoirs traditionnels) à des fins de conservation et de développement durable
 1. Le développement d'une stratégie et d'un plan d'action pour la mise en œuvre de l'APA au sein de chaque PIP, soit en les incorporant dans les NBSAP existants, soit en tenant compte des besoins et de la position des pays.

Recommandation

8. La Conférence est invitée à :
 1. **approuver** l'élaboration d'une deuxième phase du projet régional sur l'APA exécuté par le PROE et financé par le FEM ; et
 2. **convenir**, conformément à la décision NP-3/8 de la Nagoya COP MOP pour les pays insulaires du Pacifique, de chacun contribuer à hauteur d'au moins 300 000 USD pour une deuxième phase du projet régional d'APA à partir de leurs allocations nationales STAR issues de la 7^e reconstitution du FEM.

25 juillet, 2019